

Anti blanchiment d'argent

La réglementation de ce secteur d'activité dans l'Union européenne combinée aux bonnes pratiques développées par l'industrie rendent le blanchiment d'argent pratiquement impossible.

Le mythe et les faits

Aucun secteur de consommation n'est à l'abri d'activités criminelles. Des études, des enquêtes et des rapports¹ indépendants montrent qu'il n'y a aucune preuve de blanchiment d'argent avec les opérateurs réglementés de jeux et paris en ligne au sein de l'UE.

Traçabilité et transparence des transactions sur Internet

Les opérateurs de jeux et paris en ligne réglementés et titulaires de licences au sein de l'UE conservent la trace de leurs transactions avec chaque client. Il en résulte une piste de vérification quasi parfaite entre le moment où un client s'inscrit jusqu'au moment où il retire ses gains. Il n'existe aucune transaction physique d'argent : tous les dépôts et les retraits sont effectués par l'intermédiaire d'institutions financières strictement réglementées. Toutes ces mesures créent un environnement transparent et hautement réglementé qui n'est pas favorable au blanchiment d'argent.

Évaluation des dispositifs de protection actuels

La réglementation stricte (Groupe d'action financière², troisième directive contre le blanchiment d'argent³) du secteur des jeux et paris en ligne et l'autoréglementation⁴ amènent les opérateurs réglementés au sein de l'UE à détecter toute transaction suspecte grâce à des systèmes qui permettent de surveiller les comportements de jeux et d'enregistrer les transferts d'argent. Ces systèmes permettent:

- D'établir le profil de comportement du client par une analyse détaillée de toutes ses activités
- D'identifier les clients, vérifier et sauvegarder leurs coordonnées (nom, numéros de téléphone, adresse géographique, adresse IP, informations financières) afin d'empêcher les fraudeurs d'ouvrir un compte
- D'assurer que des limites de dépôt sont en place afin de rendre toute tentative de blanchiment d'argent nettement moins attractive
- De produire des « rapports d'activités suspectes » afin d'alerter les groupes d'action spéciales (par exemple SOCA au Royaume Uni ou la FIAU de Malte) sur les comportements suspectés d'être criminels ou frauduleux
- D'utiliser des listes de surveillance internationale officielles de membres suspectés d'appartenir à une organisation terroriste et des personnes politiquement exposées, et surveiller les paiements effectués à partir de pays qui diffèrent du pays de résidence enregistré par le client

Conclusion:

Le secteur réglementé des jeux et paris en ligne au sein de l'UE évolue dans un environnement très peu attractif pour les fraudeurs et les blanchisseurs d'argent

¹ <http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/studies/download.do?file=23191>

² <http://www.fatf-gafi.org>

³ http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/oj/2006/l_214/l_21420060804en00290034.pdf

⁴ http://www.egba.eu/pdf/EGBA_Standards_March_2009_EN.pdf, page 10-11